

*Le budget*

applique essentiellement les dispositions du Saut du bison du rapport Nielsen publié en 1985. Le gouvernement dit, en somme, que les Indiens et les groupes autochtones n'ont plus droit au soutien des Canadiens, qu'ils devront compter sur leurs propres moyens et que la politique du gouvernement en ce qui concerne les autochtones est l'intégration, l'assimilation et l'anéantissement culturel. Voilà sa politique à l'égard des autochtones.

Comment pratique-t-on une telle politique? On commence par se débarrasser des têtes dirigeantes. Dans ce même budget du Secrétariat d'État qui a supprimé entièrement le financement de base de certains centres pour femmes au Canada, dont deux dans ma circonscription, on a complètement rasé tout le budget de l'Assemblée des Premières nations, la plus importante association d'Indiens inscrits du Canada. A-t-on procédé à des consultations préalablement? Pas du tout. A-t-il été question de conclure de nouveaux partenariats pour trouver des fonds, selon les termes mêmes de la ministre associée de la Défense? Il n'en a pas été question non plus. Y a-t-il eu des discussions sur la possibilité de trouver de l'argent pour financer des projets, même si on n'a pas les fonds de base nécessaires pour faire fonctionner un bureau ou embaucher des gens? Il n'y en a pas eu.

Le 18 avril 1985, le premier ministre a fait une déclaration au cours de laquelle il a nié que le document sur le Saut du bison représentait la politique du gouvernement. Il a rappelé que les relations avec les autochtones étaient importantes et qu'il n'y aurait aucune compression sans consultations préalables. Le premier ministre a-t-il respecté ses promesses? Il n'en a pas tenu une seule. C'était une attaque directe, motivée par des raisons racistes, contre le peuple autochtone du Canada.

Quelle excuse le gouvernement a-t-il de réduire de quelque 3,4 millions de dollars le financement des médias imprimés des autochtones dans le budget du Secrétariat d'État? C'est ce qui s'accumule en intérêts sur la dette à chaque minute. Comment peut-on accuser ces gens de contribuer au déficit? Avec ces 3,4 millions de dollars, ils emploient 108 personnes qui se retrouveront à l'assurance-chômage tant que ce programme existera et ensuite à l'assistance publique. Ces gens ont acquis de l'expérience comme journalistes, reporters, imprimeurs et techniciens dans ce domaine.

Des gens perdront également leur travail et la programmation sera réduite au niveau de la radiodiffusion autochtone. Tout le travail effectué par ces gens afin d'alphabétiser les autochtones, de protéger leurs langues et d'établir des liens entre la société autochtone et la société canadienne en général en vue de réduire les tensions raciales et d'accroître la tolérance entre les peuples, vont être réduits à néant sans que le gouvernement ait consulté les groupes intéressés.

Quelle autre explication y a-t-il? Ces gens ne sont pas responsables du déficit. Les maigres crédits de 9 ou 10 millions de dollars qui leur sont affectés ne contribuent pratiquement rien au déficit par rapport aux avantages fiscaux consentis aux grandes entreprises et à l'incapacité du gouvernement d'imposer les sociétés rentables. Ces gens ne sont pour rien dans le déficit.

La seule raison pouvant expliquer les compressions prévues dans ce budget, c'est que le gouvernement, pour des motifs politiques ou autres, s'en prend aux Indiens du pays et tente de s'attaquer à leurs dirigeants et de restreindre leur capacité de faire connaître aux autres Canadiens le bien-fondé de leurs griefs contre nous. Ces griefs sont basés sur des revendications territoriales historiques et sur des revendications d'autonomie politique au sein de notre Constitution. Ils veulent être traités comme tous les autres Canadiens sur le plan de la santé, des programmes sociaux et de la participation à la société canadienne. Il s'agit là d'une attaque directe contre les autochtones, de la même façon que le gouvernement s'en prend aux femmes du pays.

La ministre a affirmé que les centres pour femmes avaient commencé à participer à la prestation de services sociaux. C'est tout à fait faux. Je me suis rendu dans les centres pour femmes de ma circonscription et j'ai parlé aux femmes. Ainsi, à l'instar des autres centres, la Port Alberni Women's Resources Society ne peut, avec un budget de 26 000 \$, se permettre d'offrir des programmes sociaux. Comment pourrait-elle le faire avec un si maigre budget? C'est tout à fait insensé. Il s'agit d'une observation inepte et d'une critique stupide du rôle des centres pour femmes.

Les centres offraient de l'aide et des conseils. Ils renvoyaient les gens aux services sociaux et donnaient aux femmes la confiance voulue, ainsi que le courage et la capacité de profiter de ces services.